

Raphaël Glucksmann

«Macron fait du populisme»

INTERVIEW
SIMON BRUNFAUT

Quelques semaines à peine après avoir publié «Les enfants du vide, De l'impasse individualiste au rêve citoyen» (Ed. Allary), l'essayiste français Raphaël Glucksmann vient de fonder un nouveau mouvement citoyen, «Place Publique», qui entend incarner la renaissance idéologique et politique de la gauche.

Comment définissez-vous le mouvement «Place Publique»?

La politique souffre de «court-termisme». Les projets sont bâtis en fonction des échéances électorales. Or, le temps qui est fixé par le rapport du GIEC n'est pas le temps des programmes de gouvernement ainsi que celui des élections. Ce qui peut donner un sens aux projets électoraux, c'est un horizon de transformation à plus long terme des sociétés. À partir de l'engagement de terrain, nous voulons rassembler des gens issus de chapelles différentes, qui sont guidés par un même sentiment d'urgence, à la fois démocratique et écologique.

Quelle est, à ce sujet, votre interprétation du mouvement des gilets jaunes, en France?

Je n'adhère absolument pas au mouvement des «gilets jaunes», mais ce que ce mouvement montre c'est que la transformation écologique ne peut pas être pensée en dehors de la question sociale. La transition écologique, nécessaire et vitale, ne fonctionnera que si elle s'accompagne d'une transformation sociale juste. On ne peut pas séparer les deux. L'écologie punitive doit se doubler d'une fiscalité redistributive équitable, sinon cela va renforcer les fractures sociales. Le gouvernement n'a pas anticipé l'impact social d'une taxe sur le diesel qui, par ailleurs, est nécessaire.

Vous plaidez pour la réhabilitation de l'empathie qui, dites-vous, est «le préalable éthique à la citoyenneté»...

La société actuelle est une constellation d'individus isolés. C'est une machine à broyer le sentiment d'empathie, cette capacité que nous avons à nous reconnaître dans l'autre. Toute l'idéologie du «si tu veux, tu peux» est la négation même de

cette disposition de l'esprit humain qu'est l'empathie. Aujourd'hui, nous vivons enfermés sur nous-mêmes, en mettant systématiquement l'autre à distance. Ce n'est pas seulement un problème moral, mais politique. Pour fonder une démocratie, il faut accepter de vivre dans une société d'alter ego, où l'autre possède un pouvoir égal au mien en ce qui concerne notre destin commun. Le «Trumpisme» incarne précisément la tendance inverse: une révolte des déclassés contre le système, en prenant comme véhicule de cette révolte la quintessence de ce système: l'individu

trionphant, qui éprouve le plus grand mal à se mettre à la place des autres.

Notre époque est-elle, comme certains le pensent, hantée par le spectre du populisme des années 1930?

Il y a une différence essentielle: le populisme actuel revendique la démocratie. En Italie, Salvini se présente comme le défenseur de la démocratie et le garant la volonté populaire, tandis que Mussolini menait une critique radicale de la démocratie. Le populisme actuel ne représente donc pas un coup de force. Il émerge précisément d'un déni de démocratie. La proximité avec les années 1930 réside à un autre endroit: la faiblesse de la démocratie libérale, l'incapacité des institutions, de leurs représentants, à donner un sens politique clair. Dans les années 30, un seul pays échappa au fascisme: les États-Unis. Pourtant, ce pays était frappé par une crise économique et sociale, gangrené par le racisme. Face aux périls, une décision politique forte est alors prise par Roosevelt: le «New Deal». La question est donc: comment régénère-t-on la démocratie libérale?

Que signifie être citoyen aujourd'hui? Notre capacité à nous indigner n'est-elle pas plus forte que notre capacité à nous engager?

L'indignation est la première étape de l'engagement. Hélas, on se contente trop souvent de rester à ce niveau. En prenant connaissance du rapport du GIEC, nous nous sommes tous indignés. Ensuite, nous sommes passés à autre chose. L'engagement est la capacité de transformer une indignation afin de nous forcer à quelque chose. C'est tout le problème de l'individualisme contemporain: on n'accepte plus ce qui pourrait nous contraindre. L'indignation est une expression sans

contrainte, alors que l'engagement est une forme de mort à soi. Dire ce que je ressens en tant qu'homme n'est pas compliqué. Transformer cette expression en projet citoyen demande du temps. Être citoyen, c'est un apprentissage de la mort, une ascèse difficile. Le citoyen essaye de s'oublier soi-même en cessant de s'exprimer en tant qu'individu, selon son identité religieuse, sexuelle ou sociale.

La faillite idéologique et politique de la gauche, dont vous faites le constat, ne repose-t-elle pas précisément sur ce trop-plein d'indignation et ce manque d'actions concrètes?

Il est vrai qu'il y a eu une fainéantise intellectuelle. La gauche s'est contentée de l'expression du cœur, de la grandeur d'âme. Tout ceci n'engageait pas à grand-chose. Au bout d'un certain temps, le crédit de la gauche s'est donc logiquement épuisé dans la société. Chanter le «vivre-ensemble» en laissant s'installer le «vivre-séparé»

vide le mot de sa substance. Il y a eu une gauche qui s'est refusée à s'obliger à quoi que ce soit tout en proférant des valeurs morales extrêmement exigeantes. Il faut remettre en question ces discours vides de sens tout en ne reniant pas un certain nombre de valeurs fondamentales.

Vous êtes favorable à une démocratie participative. N'est-il pas temps, pour les pays européens, de s'inspirer du modèle suisse?

La démocratie suisse est une démocratie stable, notamment basée sur le référendum. Seulement, les résultats sont paradoxaux. On l'a vu, par exemple, avec la construction d'un minaret et, d'un autre côté, un référendum d'initiative populaire se prononce en faveur de l'interdiction. La liberté religieuse a donc reculé face à la souveraineté populaire. Pour sauvegarder les libertés, faut-il se tourner vers le peuple? Oui, mais le référendum n'est pas la meilleure manière. Voter beaucoup n'est pas une solution. La politique n'est pas un simple choix de consommateur consistant à laisser libre cours à ses sentiments. Il faut prendre le problème en amont et faire participer les citoyens à l'élaboration des projets politiques.

L'appel que vous lancez à la société civile n'est-il pas, d'une certaine manière, équi-

valent à celui qu'a lancé précédemment Emmanuel Macron?

La gauche doit bien comprendre le phénomène Macron. Au début, il a insufflé une énergie positive dans la société civile en faisant preuve d'une bienveillance, qui a contribué grandement à son succès. D'autre part, il a proposé une bonne lecture du blocage de la scène politique française. Mais, souvenons-nous que Matteo Renzi, en Italie, était considéré comme l'homme qui allait régénérer la démocratie libérale. Il proposait déjà le dépassement du clivage droite/gauche. En quelque sorte, c'était la préfiguration du macronisme. Trois ans plus tard, c'est le mouvement 5 étoiles et la Ligue qui ont pris le pouvoir... Le problème est cet attachement à la personne ainsi que la perspective d'une conquête électorale immédiate. Macron, comme Mélenchon, fait du populisme, car le populisme désigne le point de résolution des contradictions dans l'adhésion à une personne, en laquelle tout le monde projette ses propres désirs. Réunir les opposés, en refusant d'assumer des contradictions idéologiques majeures, ne constitue pas un projet politique. La politique est un art de trancher. Pour réhabiliter la notion même de politique, il faut s'émanciper de la figure du leader charismatique.

«Pour sauvegarder les libertés, faut-il se tourner vers le peuple? Oui, mais le référendum n'est pas la meilleure manière. Voter beaucoup n'est pas une solution. La politique n'est pas un simple choix de consommateur consistant à laisser libre cours à ses sentiments.»

